

Eau et assainissement : Les réalités du terrain obligent les gouvernements africains à l'action

Dépêche d'Afrobarometer No. 503 | Daniel Armah-Attoh

Résumé

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'homme, une condition préalable à une bonne santé publique et au développement – et un défi pour la plupart des gouvernements africains (UN Water, 2021 ; Holtz, & Golubsk, 2021 ; Mason, Nalamalapu, & Corfee-Morlot, 2019). Comme la pandémie de COVID-19 nous le rappelle à suffisance, tout comme si nous avions besoin d'un tel rappel, l'hygiène sauve des vies (Nations Unies, 2021).

A huit ans de l'échéance de l'Objectif de Développement Durable No. 6 (ODD6) visant à assurer « un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement d'ici 2030 », des milliards de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'eau potable, à des services d'assainissement de qualité et à des installations basiques de lavage des mains (OMS, 2019).

Les pays africains accomplissent-ils des progrès en direction de la réalisation des indicateurs de l'ODD6 ?

Les résultats des enquêtes d'Afrobarometer dans 34 pays suggèrent que la plupart d'entre eux n'y arrivent pas. Si les expériences varient considérablement d'un pays à l'autre, en moyenne près de la moitié des Africains n'ont pas accès à des systèmes d'eau courante, et seule une minorité d'entre eux vivent dans des zones desservies par des systèmes d'égouts. Un nombre croissant de personnes sont confrontées à des pénuries d'eau potable. Ces problèmes sont particulièrement graves pour les habitants des zones rurales et les personnes économiquement défavorisées.

Dans 24 des 34 pays, la majorité des gens notent négativement les performances gouvernementales en fourniture des services d'eau et d'assainissement.

Sondage d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage qui fournit des données fiables sur les expériences et les évaluations des Africains en matière de démocratie, de gouvernance et de qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisées dans jusqu'à 39 pays depuis 1999. Le Round 8 d'enquêtes (2019/2021) couvre 34 pays – 18 pays sondés entre juillet 2019 et avril 2020 et 16 sondés (après une interruption due à la COVID-19) entre octobre 2020 et juillet 2021.

Afrobarometer réalise des entretiens face à face dans la langue choisie par le répondant avec un échantillon national représentatif qui produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Cette analyse de 34 pays s'appuie sur 48.084 entretiens (voir le Tableau A.1 en annexe pour la liste des pays et les dates des travaux de terrain). Les données sont pondérées en vue d'obtenir des échantillons représentatifs au niveau national.¹ Tous les pays sont pondérés à égalité (plutôt que proportionnellement à la taille de la population) pour les moyennes calculées en fonction de plusieurs pays. En raison des arrondis, les totaux indiqués pourraient différer d'un point de pourcentage de la somme des sous-catégories.

Résultats clés

- En moyenne à travers 34 pays, un peu plus de la moitié (56%) des Africains vivent dans des zones dotées de systèmes d'adduction d'eau. Une proportion similaire (54%) vivent dans des zones équipées de forages ou de puits tubés. Environ une personne sur sept (15%) n'ont ni eau courante ni forage/puits tubés à proximité.
 - Alors que la quasi-totalité des Mauriciens (99%), Tunisiens (96%) et Batswana (96%) vivent dans des zones desservies par des systèmes d'adduction d'eau, il n'en est de même que pour environ un quart des citoyens du Burkina Faso (24%), de la Guinée (25%) et du Libéria (27%).
 - Un quart (26%) des Africains ont l'eau courante à domicile, tandis que 13% recourent à une source d'eau courante dans leur concession, 16% s'approvisionnent à un robinet public ou à une borne-fontaine, et 16% dépendent de forages ou de puits tubés.
- Une majorité (56%) d'Africains déclarent avoir manqué d'eau potable au moins une fois au cours de l'année précédant l'enquête, dont 23% qui ont connu des pénuries d'eau « plusieurs fois » ou « toujours ».
 - Ce problème perdure. En moyenne sur 30 pays participant à chacun des quatre derniers rounds d'enquêtes d'Afrobarometer, la proportion de répondants qui ont manqué d'eau au moins une fois s'est accrue de 4 points de pourcentage entre 2011/2013 et 2019/2021.
- En moyenne à travers 34 pays, seuls trois citoyens sur 10 (30%) vivent dans des zones dotées de systèmes d'égouts.
 - Moins d'un sur 10 citoyens vivent dans des zones desservies par un système d'égouts au Malawi (2%), en Guinée (5%), au Niger (5%), en Gambie (8%) et en Tanzanie (9%).
- Un tiers (34%) des Africains disposent de toilettes à domicile, tandis que la plupart utilisent des toilettes ou des latrines ailleurs dans leur concession (37%) ou à l'extérieur de leur concession (15%) ou n'ont pas du tout accès à des installations sanitaires (14%).
- Les résidents ruraux et les citoyens pauvres sont fortement désavantagés par rapport à tous les indicateurs d'accès à l'eau et aux services d'assainissement.
- Une majorité (58%) d'Africains estiment que la performance de leur gouvernement pour ce qui est de la fourniture de services d'eau et d'assainissement est mauvaise.

¹ L'échantillon pondéré du Round 8 en Mozambique est représentatif au niveau national sauf qu'il exclut la région rurale de Cabo Delgado, qui représente 6,3% de la population adulte de la Mozambique. L'insécurité et les difficultés en résultant pour ce qui est de l'obtention des autorisations nécessaires aux travaux de terrain ont empêché Afrobarometer de collecter suffisamment de données dans cette zone.

Infrastructure hydraulique

Le premier indicateur de l'ODD6 appelle à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement. Pour que cet indicateur clé soit réalisé, les communautés doivent disposer d'installations de distribution d'eau courante.

Dans toutes les zones où Afrobarometer collecte des données, les agents collecteurs enregistrent la présence ou l'absence d'infrastructures clés, notamment « un système d'adduction d'eau accessible à la plupart des maisons » et un forage ou un puits tubé. En moyenne à travers 34 pays, 56% des Africains vivent dans des zones dotées de systèmes d'eau courante. Un pourcentage similaire (54%) vivent dans des localités dotées de forages ou de puits tubés (Figure 1). Alors que 30% vivent dans des zones dotées des deux types d'infrastructures, 15% se trouvent dans des zones qui ne disposent ni d'un système d'eau courante ni d'un forage ou d'un puits tubé.

L'accès à l'eau courante varie considérablement d'un pays à l'autre. Tandis que la quasi-totalité des Mauriciens (99%), Tunisiens (96%) et Batswana (96%) vivent dans des zones desservies par un système d'eau courante, il n'en est de même que pour le quart des citoyens au Burkina Faso (24%), en Guinée (25%) et au Libéria (27%).

L'écart est tout aussi large pour ce qui est des forages/puits tubés, de moins d'un sur cinq citoyens en Namibie (16%), en Afrique du Sud (18%) et au Cabo Verde (19%) à environ neuf sur 10 au Cameroun (92%), au Bénin (89%) et au Malawi (88%).

Comme le suggère la Figure 1, les pays où les systèmes d'eau courante sont courants ont tendance à ne pas avoir des forages/puits tubés en quantité, et vice versa. Onze pays affichant des pourcentages de la disponibilité de systèmes d'eau courante supérieurs à la moyenne des 34 pays affichent également des pourcentages inférieurs à la moyenne pour ce qui est des forages/puits tubés. Treize autres pays présentent le scénario inverse (c'est-à-dire, inférieur pour ce qui est des systèmes d'eau courante et supérieur en ce qui concerne les forages/puits tubés). Dans quelques pays, les systèmes d'eau courante sont aussi courants que les forages/puits tubés comme le Ghana, la Côte d'Ivoire, la Tanzanie et le Zimbabwe.

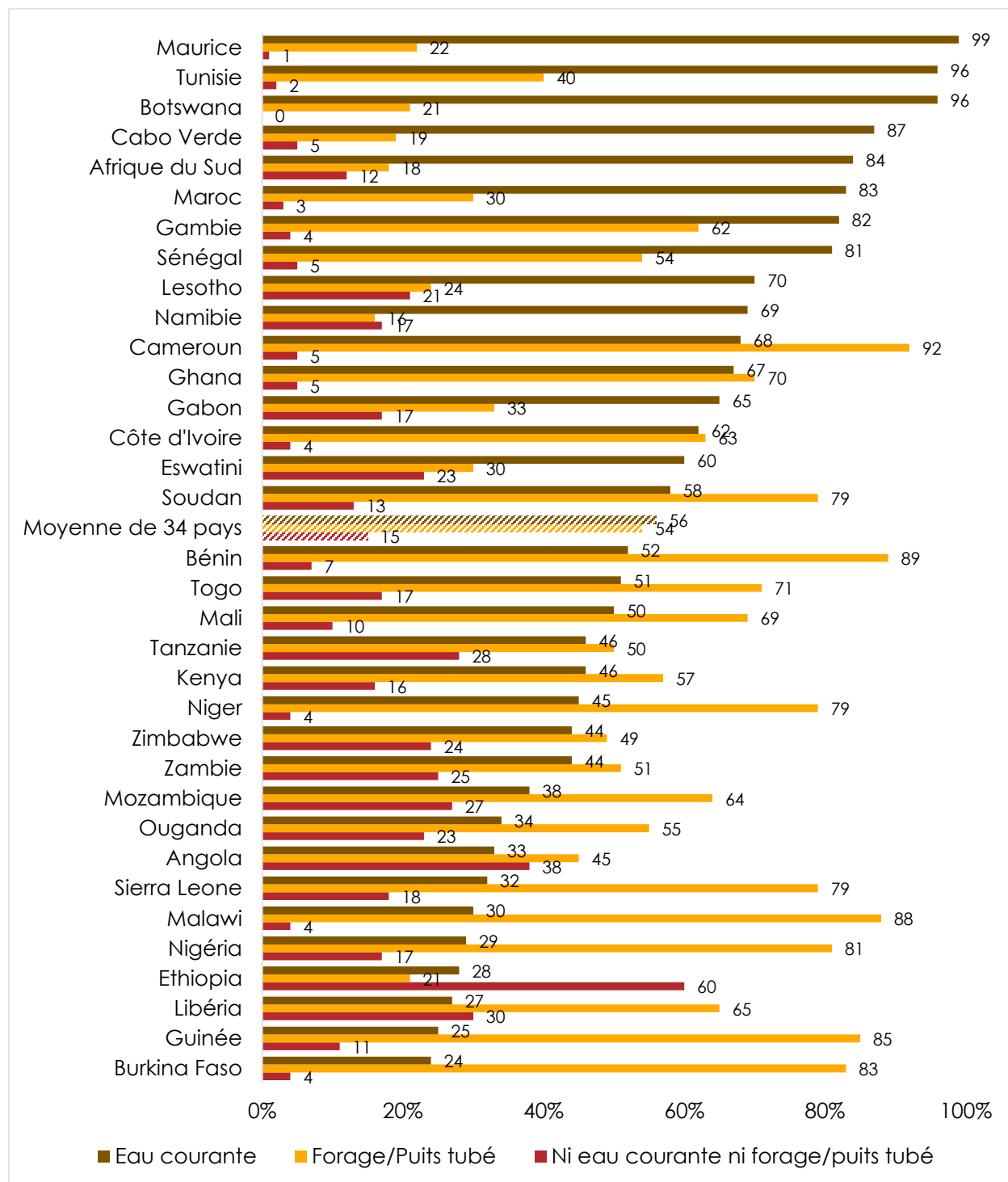
L'Ethiopie se distingue avec une faible disponibilité aussi bien des systèmes d'eau courante (28%) que des forages/puits tubés (21%), abandonnant six sur 10 citoyens (60%) à vivre sans aucun des deux services. L'absence aussi bien de l'eau courante que des forages/puits tubés est également courante en Angola (38%), au Libéria (30%), en Tanzanie (28%), en Mozambique (27%) et en Zambie (25%).

Comme l'on pourrait s'y attendre, les systèmes d'eau courante sont beaucoup plus courants dans les villes que dans les zones rurales (82% contre 34%), tandis que les forages et les puits tubés sont plus souvent présents dans les localités rurales (62% contre 45%) (Figure 2).

La disponibilité de l'eau courante est également élevée dans les zones économiquement favorisées, atteignant 82% chez les répondants affichant une « pauvreté vécue nulle »² et régressant à mesure que la pauvreté vécue s'accroît, jusqu'à 43% chez les plus pauvres. Nous observons une tendance inverse en ce qui concerne la disponibilité des forages et puits tubés.

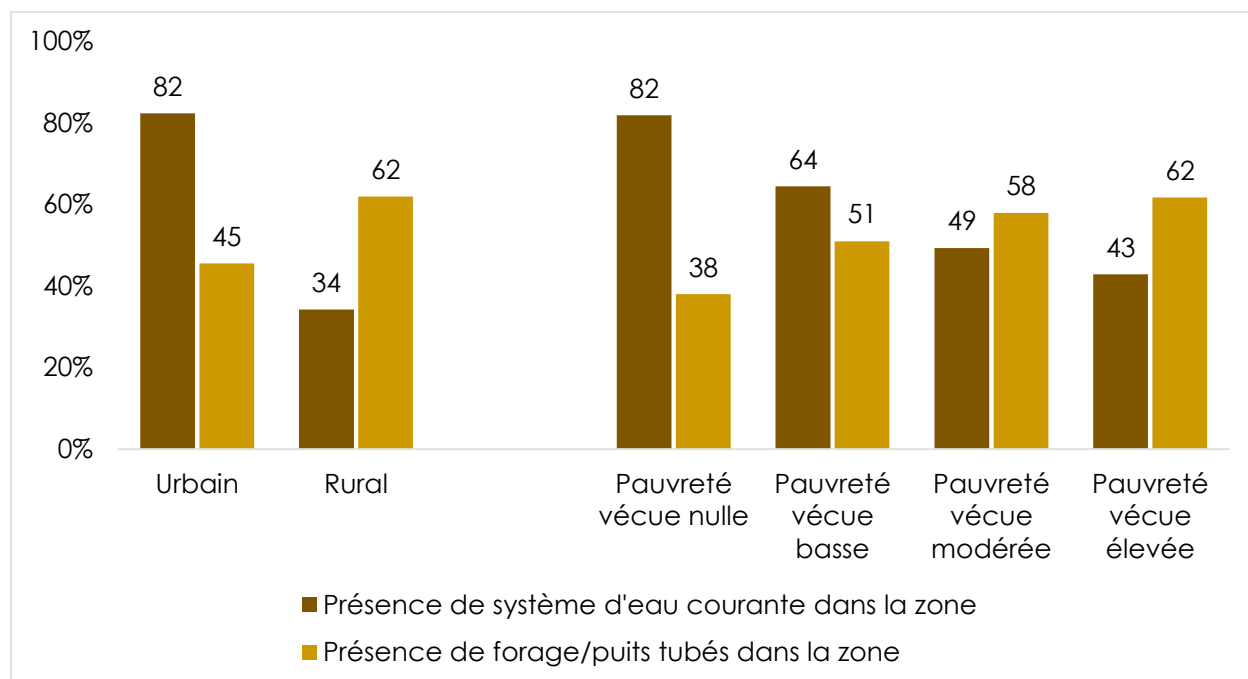
² L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en leur demandant combien de fois eux-mêmes ou leur famille ont manqué de produits de première nécessité (assez de nourriture, assez d'eau, assez de soins médicaux, assez de combustible pour cuisiner et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes, 2020 pour en savoir plus sur la pauvreté vécue.

Figure 1 : Sources d'eau dans la zone de dénombrement | 34 pays | 2019/2021



Les enquêteurs d'Afrobarometer devaient observer : Les services suivants sont-ils disponibles dans l'unité primaire d'échantillonnage ou la zone primaire de dénombrement : Système d'adduction d'eau accessible à tous les ménages ? Forage ou puits foré ? (% de « oui »)

Figure 2 : Présence d'un système d'eau courante et d'un forage/puits tubé dans la zone de dénombrement | par milieu de résidence urbain-rural et par niveau de pauvreté vécue | 34 pays | 2019/2021



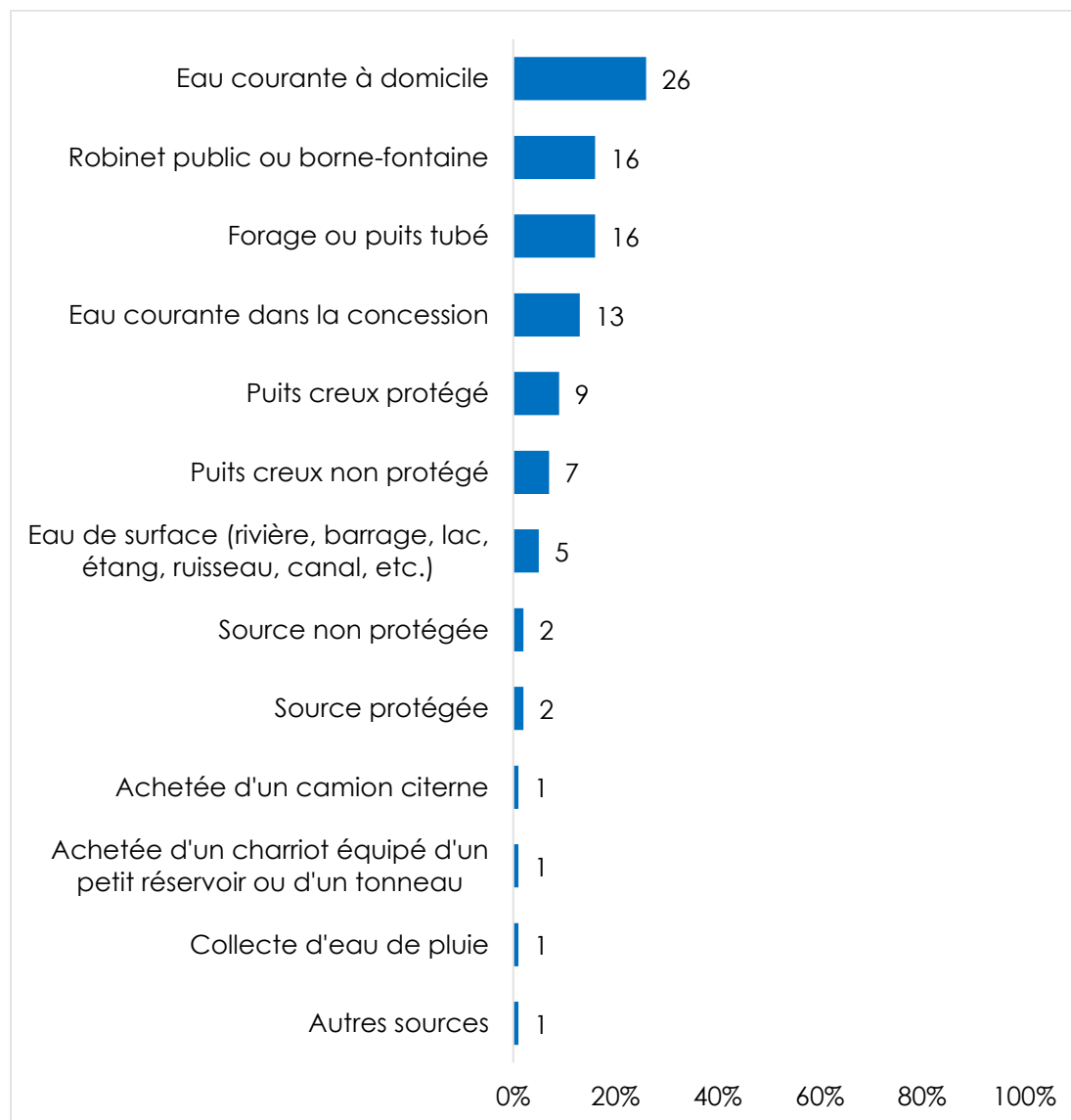
Les enquêteurs d'Afrobarometer devaient observer : Les services suivants sont-ils disponibles dans l'unité primaire d'échantillonnage ou la zone primaire de dénombrement : Système d'adduction d'eau accessible à la plupart des maisons ? Forage ou puits foré? (% de « oui »)

Lorsqu'on leur demande quelle est la principale source d'eau pour leur usage domestique, une majorité (55%) dans 34 pays cite l'eau courante, dont 26% qui ont l'eau courante dans leur foyer, 16% qui s'approvisionnent à un robinet public ou à une borne-fontaine, et 13% qui bénéficient de la présence d'un dispositif de fourniture d'eau courante dans leur cour ou leur concession. Enfin, 16% dépendent de forages ou de puits tubés pour s'approvisionner en eau, tandis que 29% utilisent d'autres sources, y compris des puits et d'eau de source ou de surface (Figure 3).

L'utilisation de l'eau courante dans le foyer ou la concession est trois fois plus répandue dans les villes que dans les zones rurales (64% contre 20%) (Figure 4). En revanche, les résidents ruraux ont tendance à dépendre plus fortement que leurs compatriotes urbains des robinets publics ou des bornes-fontaines (19% contre 13%) et des forages ou puits tubés (23% contre 8%).

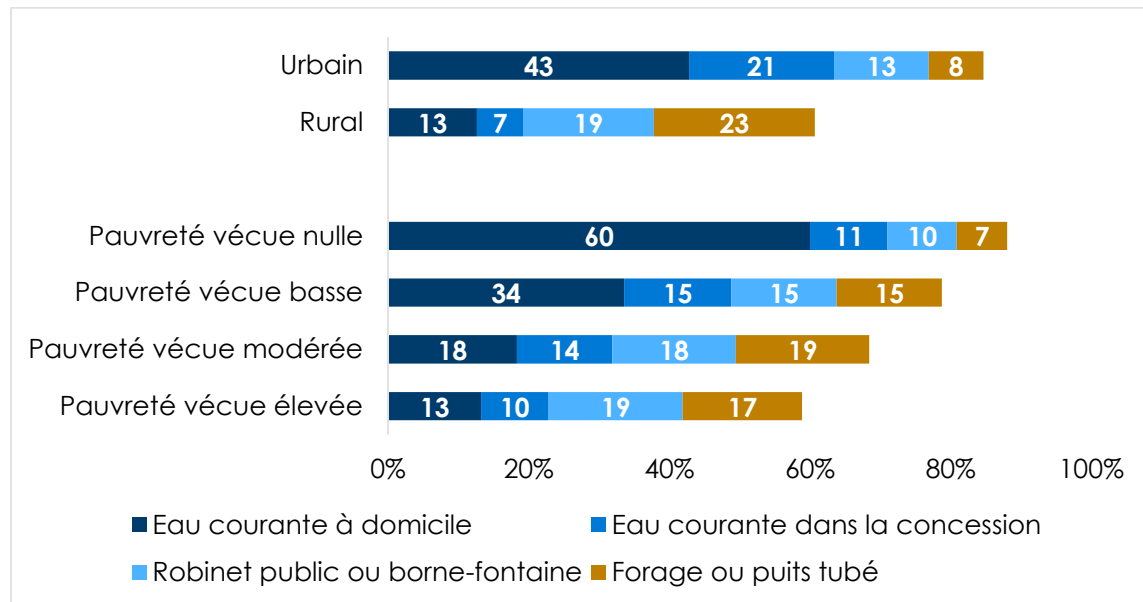
L'eau courante à domicile est plus répandue chez les personnes les plus aisées économiquement (60%, contre seulement 13% des plus pauvres), tandis que le recours aux robinets ou bornes-fontaines publics et aux forages ou puits tubés diminue à mesure que le statut économique s'améliore.

Figure 3 : Principale source d'eau pour l'usage domestique | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : *Quelle est votre principale source d'eau à usage domestique ?*

Figure 4 : Principale source d'eau pour l'usage domestique | par milieu de résidence urbain-rural et niveau de pauvreté vécue | 34 pays | 2019/2021

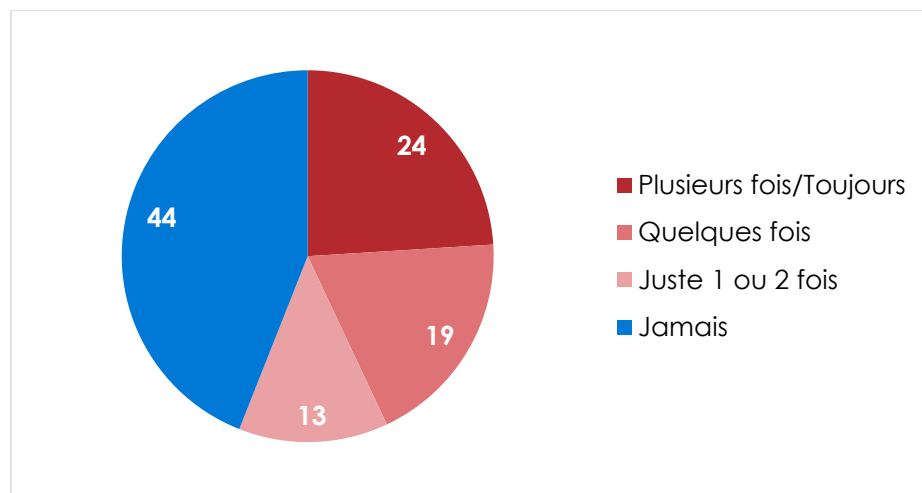


Question posée aux répondants : Quelle est votre principale source d'eau à usage domestique ?

Approvisionnement en eau

En ce qui concerne l'approvisionnement fiable en eau potable, à travers les 34 pays sondés, en moyenne plus de la moitié (56%) des citoyens déclarent avoir manqué d'eau potable pour leur usage domestique au moins une fois au cours de l'année précédant l'enquête, y compris 23% qui ont subi cette forme de dénuement « plusieurs fois » ou « toujours » (Figure 5).

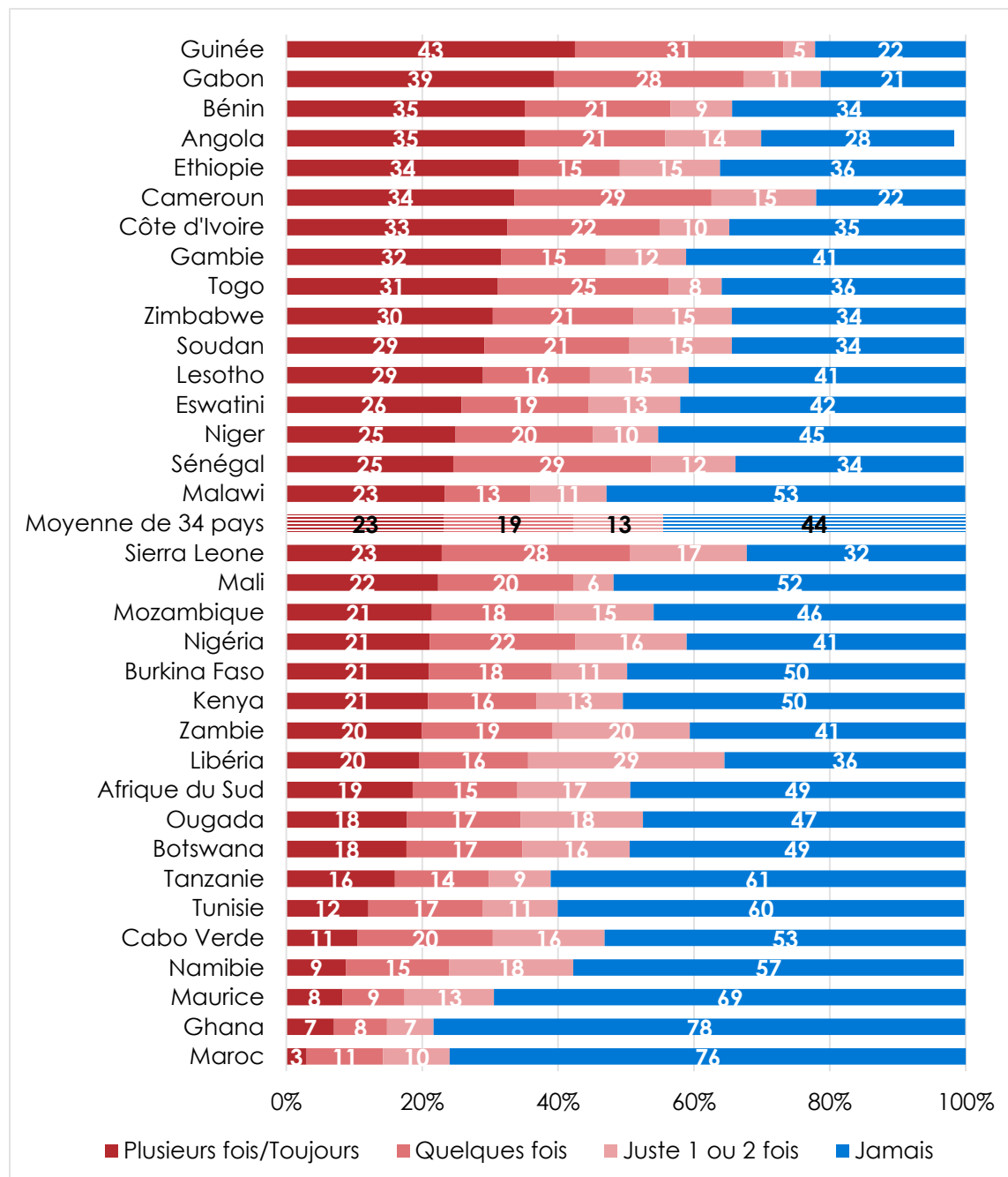
Figure 5 : Manque d'eau potable | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez-dû faire face à un manque d'eau potable pour les besoins domestiques ?

Les pénuries d'eau fréquent (« plusieurs fois » ou « toujours ») ont touché environ quatre sur 10 Guinéens (43%) et Gabonais (39%) (Figure 6). En revanche, moins d'un sur 10 Marocains (3%), Ghanéens (7%), Mauriciens (8%) et Namibiens (9%) déclarent avoir manqué d'eau.

Figure 6 : Manque d'eau potable | 34 pays | 2019/2021

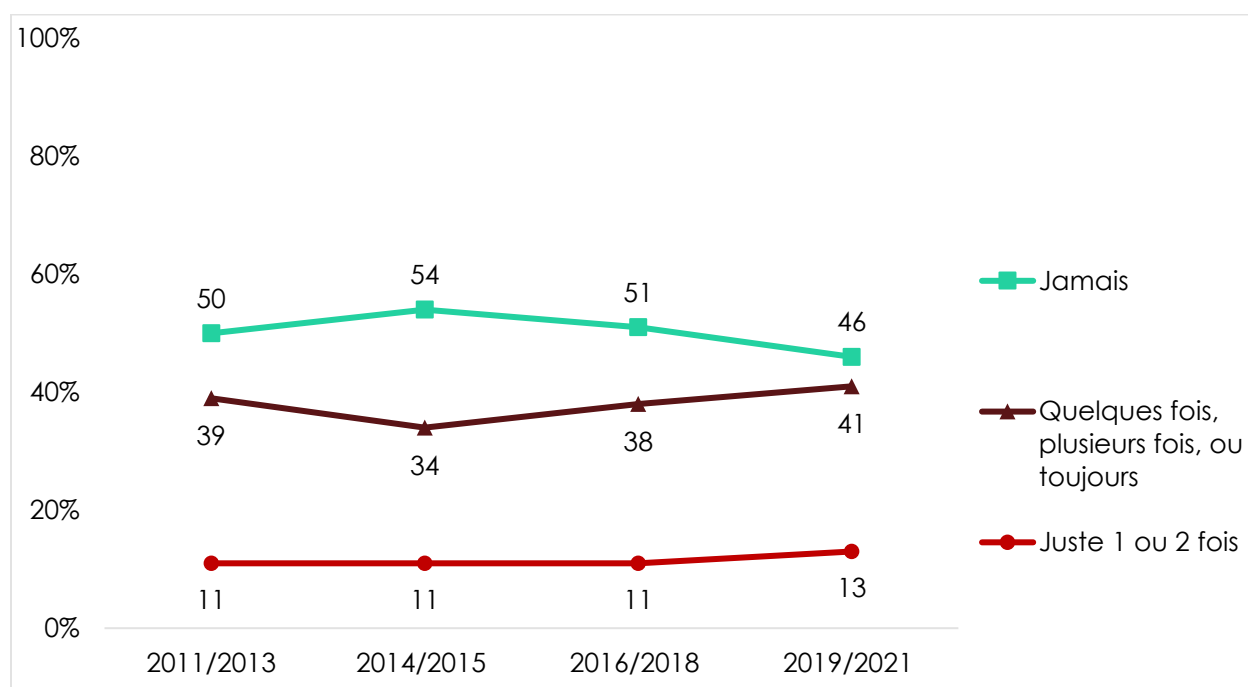


Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez-dû faire face à un manque d'eau potable pour les besoins domestiques ?

Les résidents des zones rurales (60%) sont plus nombreux que ceux des zones urbaines (51%) à déclarer avoir manqué d'eau. Et cette expérience est clairement liée au statut économique des répondants, ce qui n'est pas surprenant, puisque le manque d'eau potable fait partie de la définition de la « pauvreté vécue ». Néanmoins, les chiffres sont frappants, allant d'une absence de pénurie d'eau chez les plus riches à une expérience quasi universelle de pénurie d'eau (93%) chez les personnes vivant dans une grande pauvreté.

Le problème de manque d'eau potable perdure. En moyenne à travers 30 pays impliqués dans tous les quatre derniers séries d'Afrobaromètre, la proportion des répondants qui ont manqué d'eau au moins une fois s'est légèrement accrue de 4 points de pourcentage (2 points chacun pour « juste une ou deux fois » et pour « quelques fois/plusieurs fois/toujours ») entre 2011/2013 et 2019/2021 (Figure 7).

Figure 7 : Manque d'eau potable | 30 pays | 2011-2021

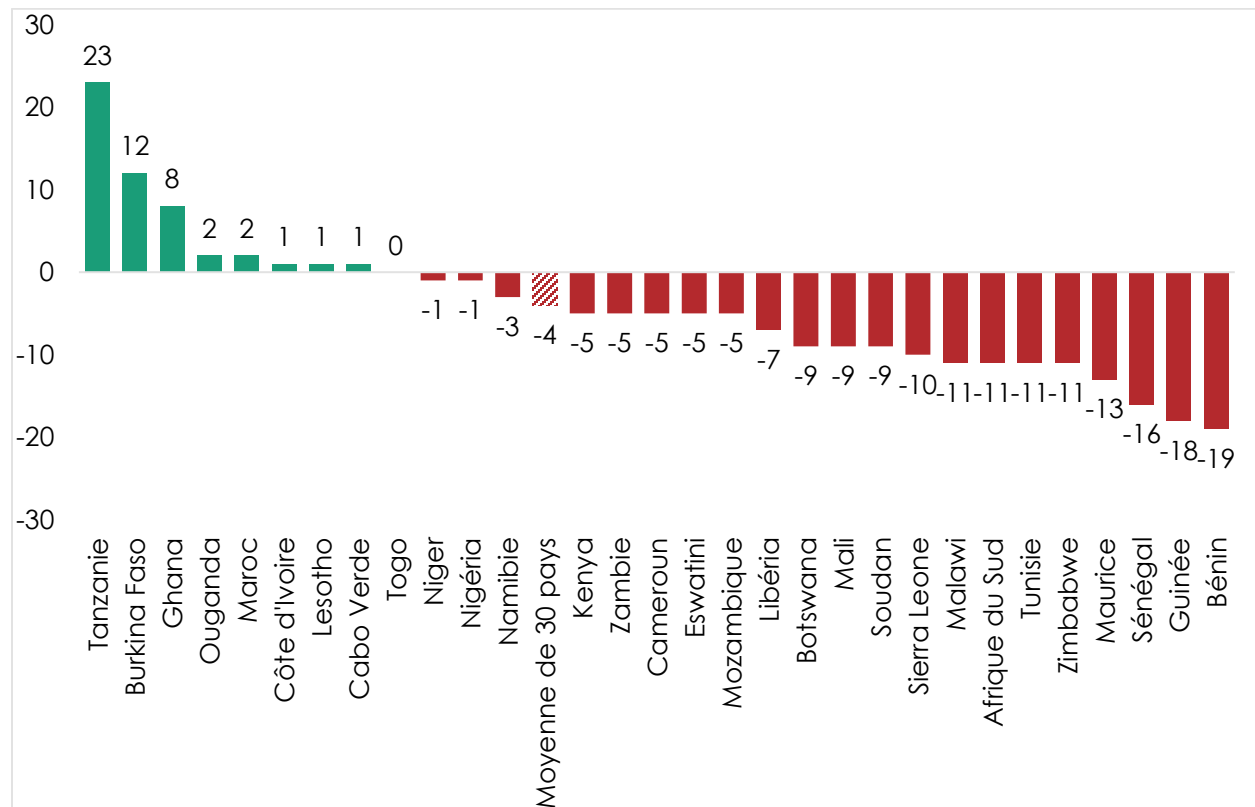


Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez-dû faire face à un manque d'eau potable pour les besoins domestiques ?

La proportion des citoyens qui n'ont « jamais » manqué d'eau potable dans la période a sensiblement régressé (par au moins 3 points de pourcentage) dans 19 des 30 pays, y compris des régressions à deux chiffres au Bénin (-19 points), en Guinée (-18 points), au Sénégal (-16 points), à Maurice (-13 points), au Malawi (-11 points), en Afrique du Sud (-11 points), en Tunisie (-11 points), au Zimbabwe (-11 points) et en Sierra Leone (-10 points).

D'importantes améliorations ont été observées dans trois pays seulement : la Tanzanie (+23 points de pourcentage), le Burkina Faso (+12 points) et le Ghana (+8 points) (Figure 8).

Figure 8 : Amélioration de l'accès à l'eau potable (points de pourcentage) | 30 pays
 | 2011-2021



Question posée aux répondants : Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille, avez dû faire face à un manque d'eau potable pour les besoins domestiques ? La figure montre l'évolution (en points de pourcentage) entre les rounds d'enquête de 2011/2013 et 2019/2021 de la proportion des répondants qui disent n'avoir « jamais » manqué d'eau potable. Les chiffres positifs indiquent une amélioration.

À la lumière de ces observations relatives à la disponibilité de l'eau courante et l'accès à l'eau potable, l'approvisionnement en eau est-il un problème crucial auquel les Africains voudraient que leurs gouvernements s'attaquent ? Lorsqu'Afrobarometer a demandé aux répondants ce qu'ils considéraient comme les problèmes les plus importants de leur pays (chaque répondant pouvait mentionner jusqu'à trois problèmes), l'approvisionnement (mentionné par 24%) se classe cinquième, après le chômage, la santé, l'éducation et les infrastructures/routes (Figure 9).

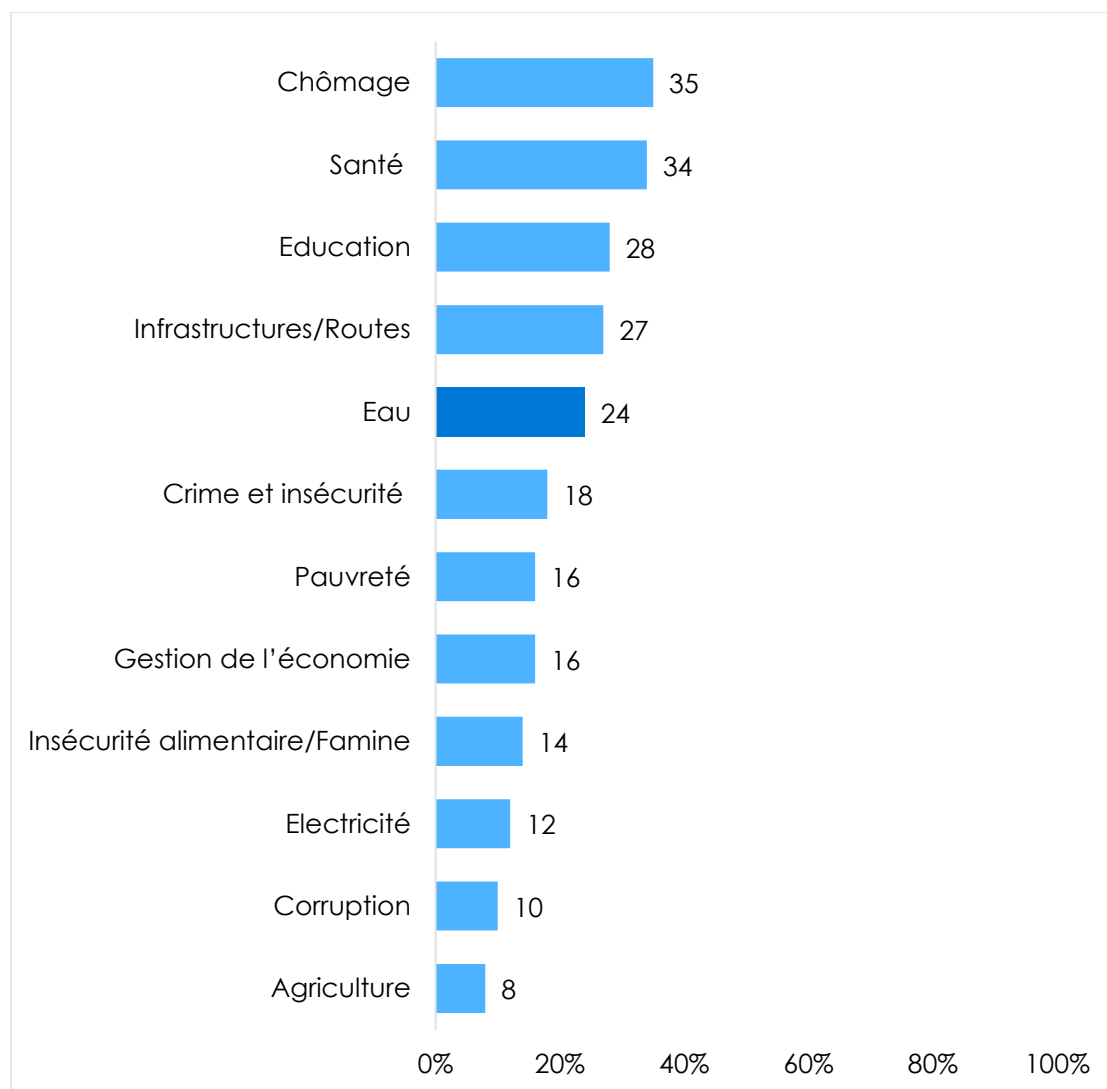
Les Guinéens s'inquiètent particulièrement pour l'approvisionnement en eau : Presque deux-tiers (65%) des citoyens le mentionnent parmi leurs trois plus grandes priorités. En revanche, moins d'un sur 10 citoyens considèrent l'approvisionnement en eau comme l'un des trois plus importants problèmes en Tunisie (2%), au Cabo Verde (5%), au Maroc (7%) et au Soudan (7%) (Figure 10).

Les résidents ruraux sont bien plus susceptibles que les citadins de citer l'eau comme un problème important (32% contre 15%), tout comme les citoyens pauvres par rapport aux citoyens les plus nantis (35% contre 11%) (Figure 11).

En moyenne à travers 30 pays, la proportion des citoyens qui priorisent l'approvisionnement en eau comme l'un des problèmes les plus importants de leur pays est demeurée stable (entre 22% et 24%) durant la dernière décennie.

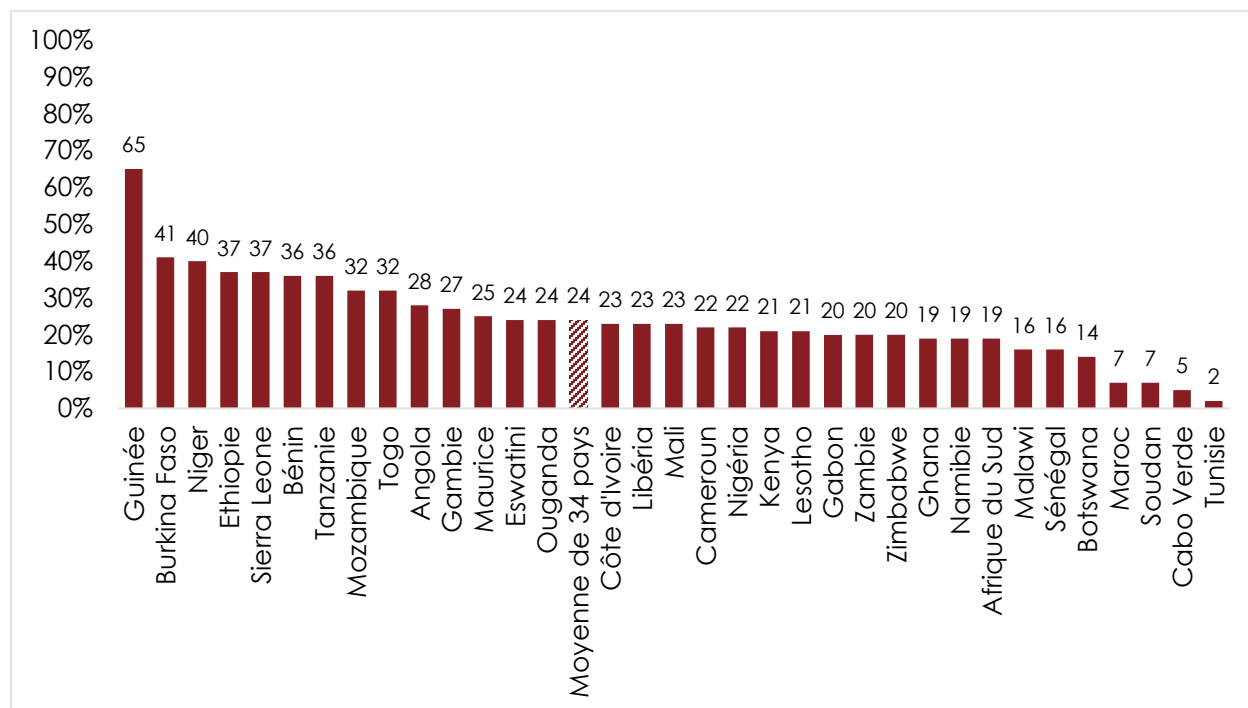
Mais huit des 30 pays ont connu des hausses significatives, menés par la Sierra Leone (+20 points de pourcentage) et la Guinée (+19 points). Sept pays ont connu des régressions de plus de 3 points de pourcentage, y compris une chute de 20 points au Cabo Verde (Figure 12).

Figure 9 : Problèmes les plus importants | 34 pays | 2019/2021



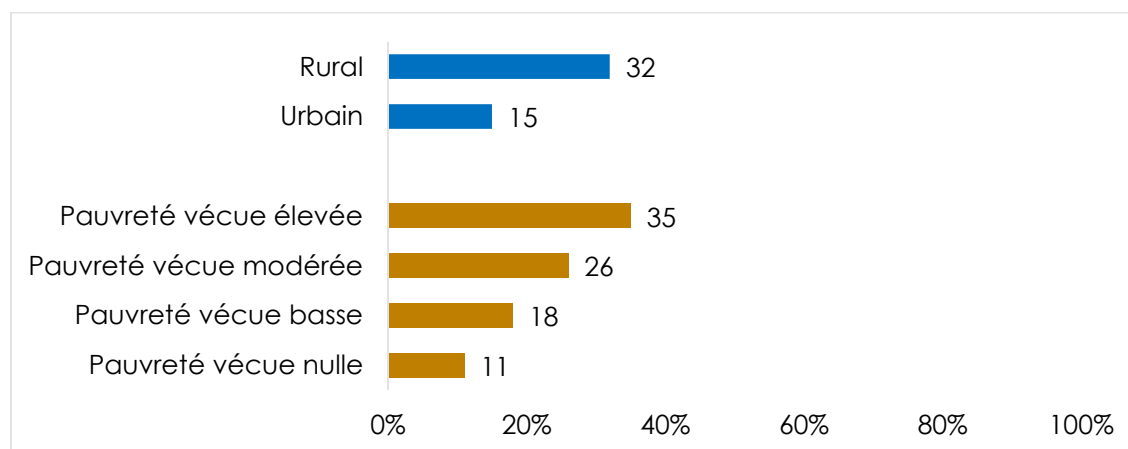
Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer ? (Note : les répondants avaient la possibilité de donner jusqu'à trois réponses. La figure montre le % des répondants qui mentionnent chacun des problèmes parmi leurs trois plus grandes priorités.)

Figure 10 : L’approvisionnement en eau, problème prioritaire | 34 pays | 2019/2021



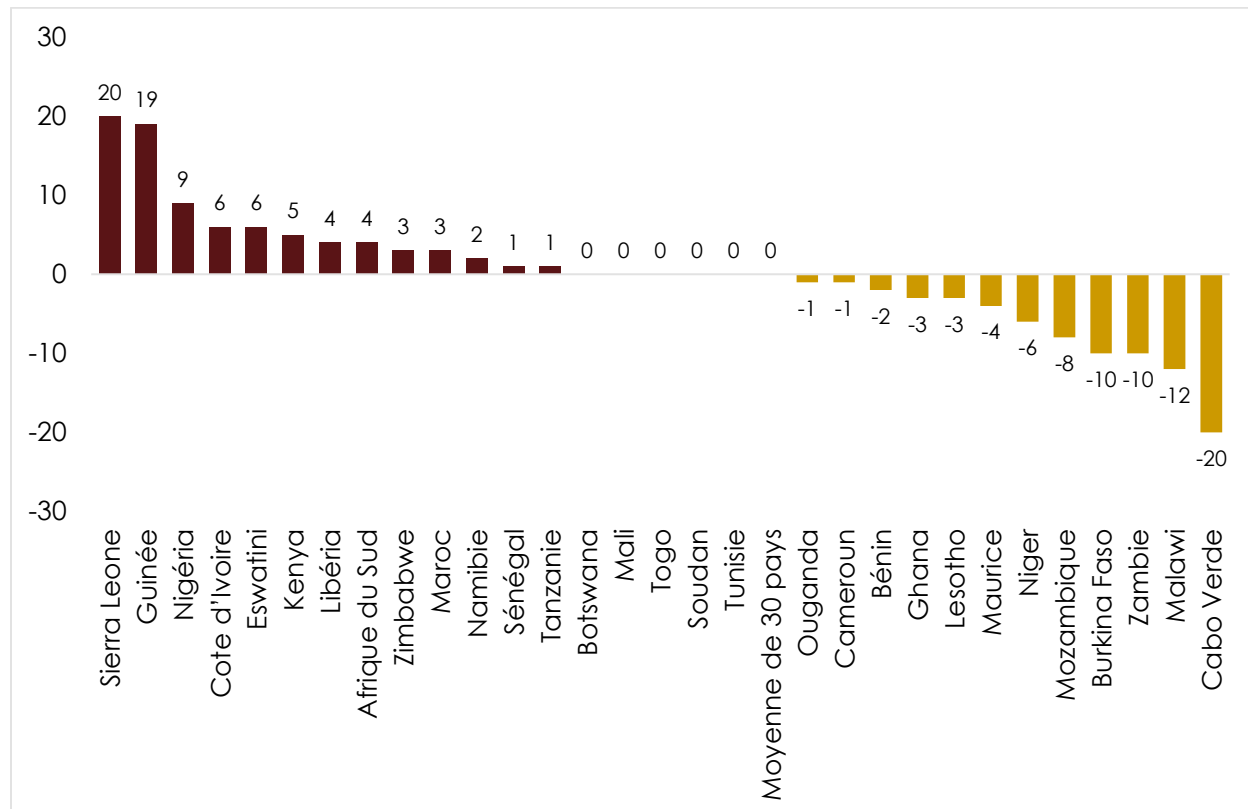
Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s’attaquer ? (Note : les répondants avaient la possibilité de donner jusqu’à trois réponses. La figure montre le % des répondants qui mentionnent chacun des problèmes parmi leurs trois plus grandes priorités.)

Figure 11 : L’approvisionnement en eau, problème prioritaire | par milieu de résidence urbain-rural et niveau de pauvreté vécue | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s’attaquer ? (Note : les répondants avaient la possibilité de donner jusqu’à trois réponses. La figure montre le % des répondants qui mentionnent chacun des problèmes parmi leurs trois plus grandes priorités.)

Figure 12 : Evolution de la priorisation de l'approvisionnement en eau comme problème prioritaire (points de pourcentage) | 30 pays | 2011-2021



La figure montre l'évolution (en points de pourcentage) entre les rounds d'enquêtes 2011/2013 et 2019/2021 de la proportion des répondants qui mentionnent l'approvisionnement en eau parmi leurs trois problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer. Des chiffres positifs indiquent un statut de plus en plus critique de l'approvisionnement en eau comme problème important nécessitant une action gouvernementale.

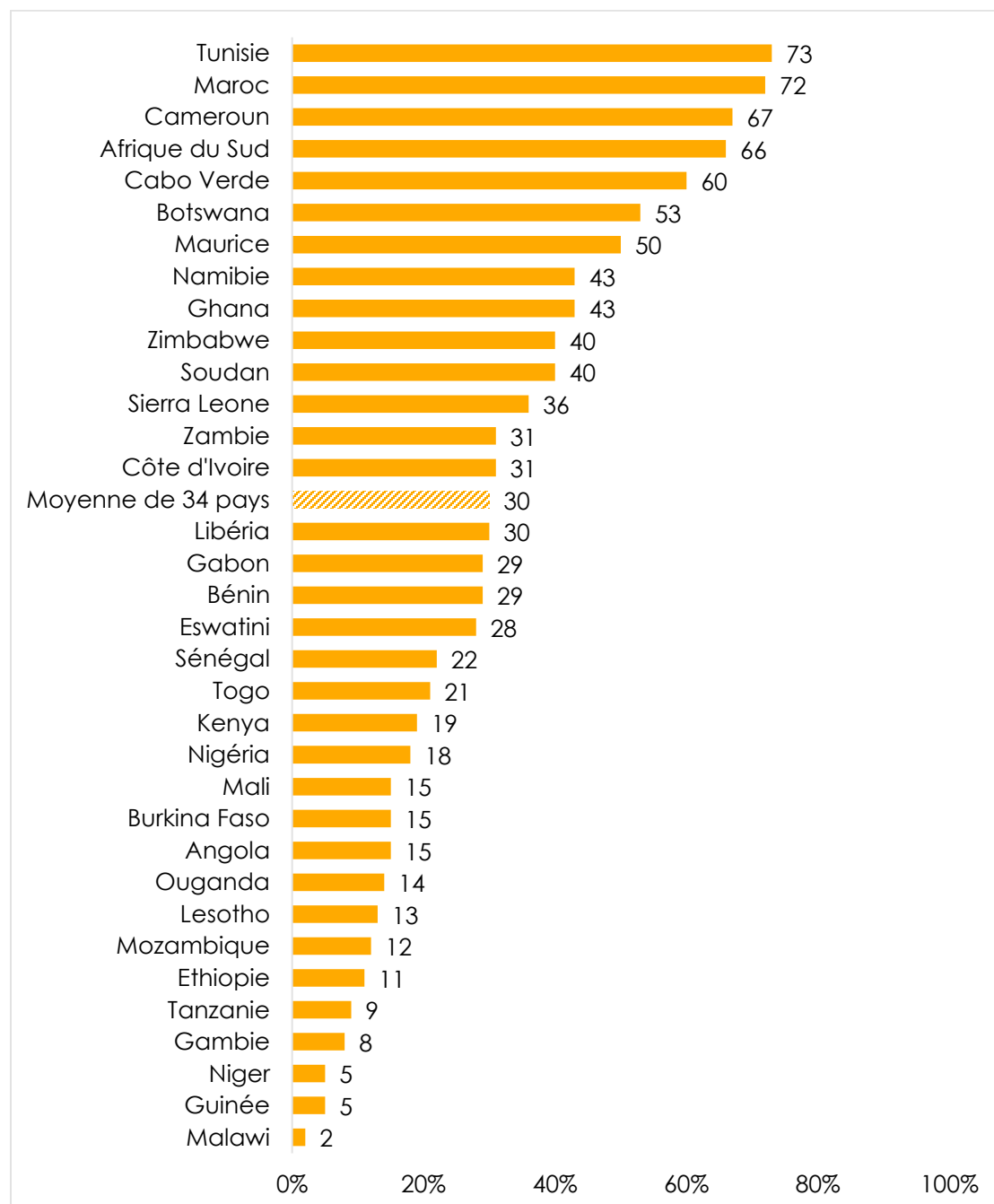
Les infrastructures d'assainissement et l'accès à des toilettes ou latrines

Le deuxième indicateur de l'ODD6 prévoit l'accès à un assainissement et à une hygiène adéquats et équitables pour tous et la fin de la défécation en plein air d'ici 2030. Là encore, la réalisation de cet indicateur nécessite la présence de systèmes d'assainissement au niveau communautaire et l'accès à de bonnes installations sanitaires au niveau des ménages.

La plupart des communautés africaines ne disposent pas de systèmes d'égouts. En moyenne à travers 34 pays, moins d'un tiers (30%) des personnes sondées vivent dans des zones dotées d'un système d'égouts « accessible à la plupart des maisons ». Alors que plus de deux tiers des citoyens ont accès à un système d'égouts en Tunisie (73%), au Maroc (72%) et au Cameroun (67%), moins d'un citoyen sur 10 y ont accès au Malawi (2%), en Guinée (5%), au Niger (5%), en Gambie (8%) et en Tanzanie (9%) (Figure 13).

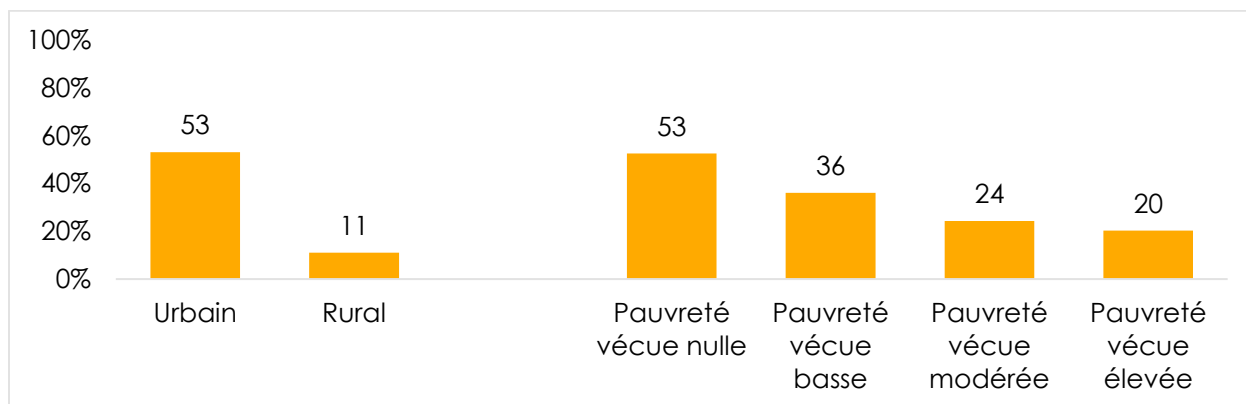
Comme pour les systèmes d'eau courante, les systèmes d'égouts sont beaucoup plus susceptibles de desservir les résidents urbains (53%) et les personnes nanties (53%) que les résidents ruraux (11%) et les pauvres (20%) (Figure 14).

Figure 13 : Présence de systèmes d'égouts dans la zone de dénombrement | 34 pays
 | 2019/2021



Les enquêteurs d'Afrobarometer devaient observer : Les services suivants sont-ils disponibles dans l'unité primaire d'échantillonnage/zone de dénombrement : Système d'évacuation des eaux usées accessible à la plupart des maisons ? (% de « oui »)

Figure 14 : Disponibilité de systèmes d'égouts dans la zone de dénombrement | par milieu de résidence urbain-rural et niveau de pauvreté vécue | 34 pays | 2019/2021



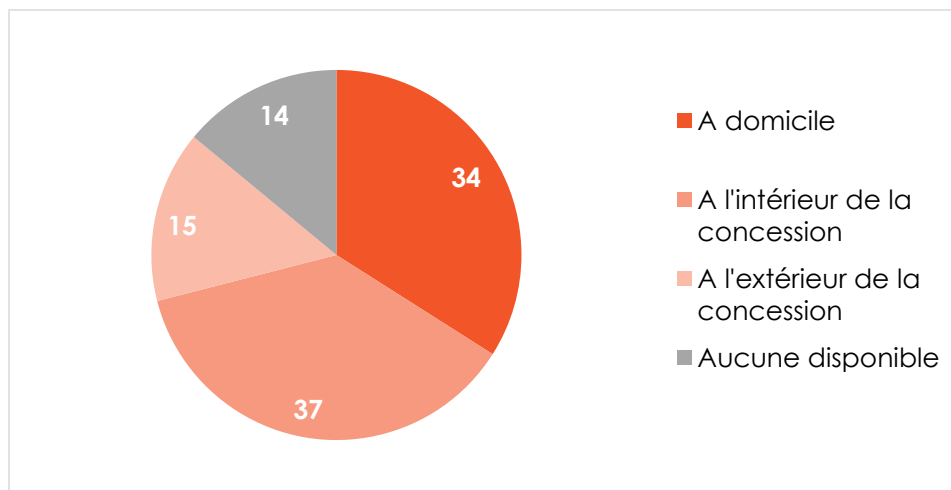
Les enquêteurs d'Afrobarometer devaient observer : Les services suivants sont-ils disponibles dans l'unité primaire d'échantillonnage/zone de dénombrement : Système d'évacuation des eaux usées accessible à la plupart des maisons ? (% de « oui »)

En ce qui concerne l'accès aux installations sanitaires, un tiers (34%) des Africains déclarent avoir des toilettes à domicile, tandis que 37% ont des toilettes ou des latrines dans leur concession. Un Africain sur sept environ (15%) utilisent des toilettes ou des latrines à l'extérieur de la concession, et 14% disent ne pas avoir accès du tout à des toilettes (Figure 15).

Les citoyens qui n'ont pas de toilettes ou de latrines à domicile ou dans leur concession sont majoritaires dans sept pays – le Niger (65%), le Malawi (59%), l'Ouganda (58%), le Libéria (57%), le Bénin (56%), le Ghana (53%) et l'Ethiopie (50%). En effet, au Niger, la majorité (59%) des citoyens déclarent ne pas avoir accès du tout à des toilettes ou latrines (Figure 16).

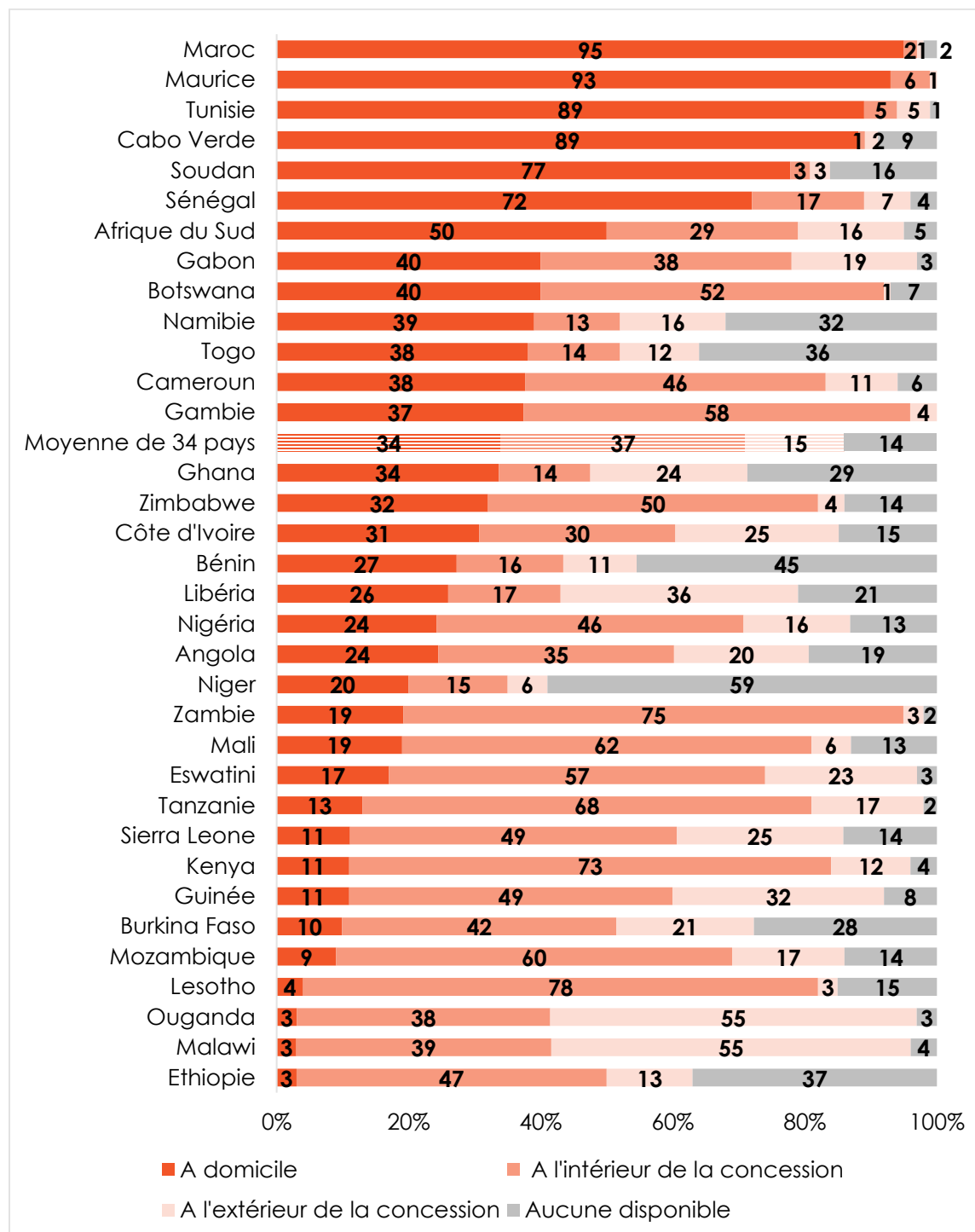
À l'opposé, plus de neuf sur 10 Marocains (95%) et Mauriciens (93%) disposent de toilettes à domicile.

Figure 15 : Emplacement des toilettes | 34 pays | 2019/2021



Questions posées aux répondants : Avez-vous à votre disposition une toilette ou une latrine chasse d'eau ou une latrine fonctionnelle que vous utilisez ? [Si oui :] Est-elle à l'intérieur de votre maison, à l'intérieur de votre concession, ou hors de votre concession, ou n'y en a-t-il pas de disponible ?

Figure 16 : Emplacement des toilettes | 34 pays | 2019/2021

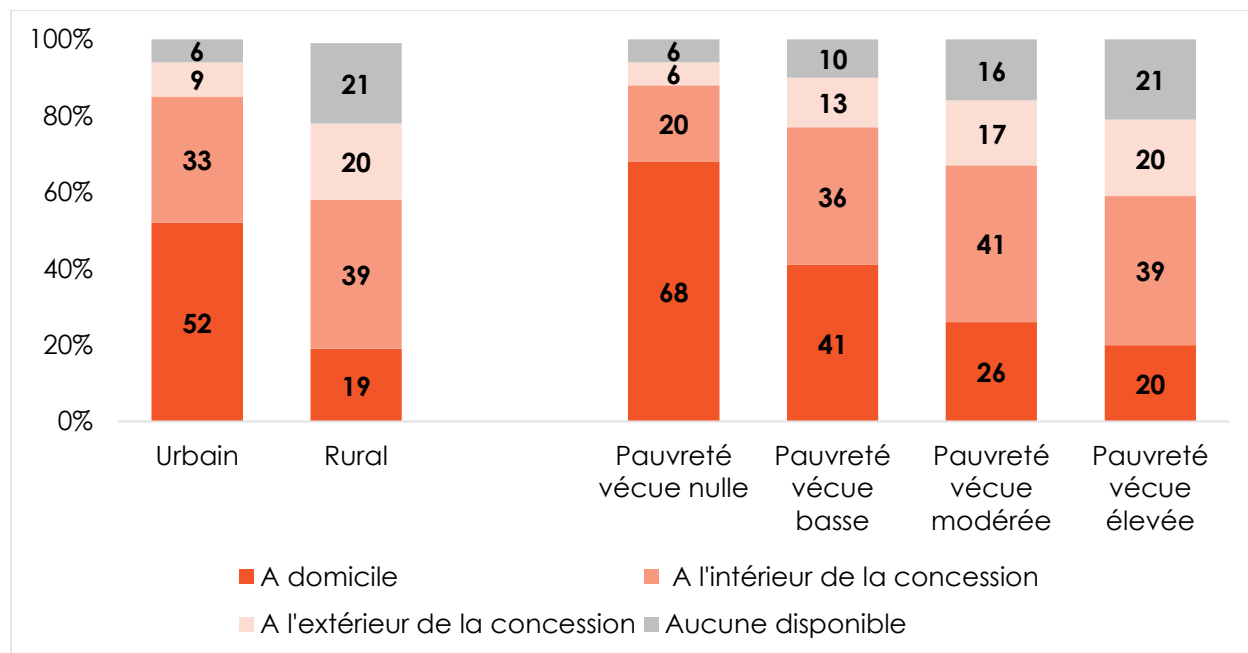


Questions posées aux répondants : Avez-vous à votre disposition une toilette ou une latrine chasse d'eau ou une latrine fonctionnelle que vous utilisez ? [Si oui :] Est-elle à l'intérieur de votre maison, à l'intérieur de votre concession, ou hors de votre concession, ou n'y en a-t-il pas de disponible ?

Les citadins sont plus nombreux que les ruraux à disposer de toilettes à domicile (52% contre 19%). En revanche, les ruraux sont plus nombreux que les citadins à dépendre de toilettes ou de latrines situées à l'extérieur de la concession (20% contre 9%) ou à ne pas avoir accès du tout à des toilettes/latrines (21% contre 6%) (Figure 17).

Et l'accès à des toilettes à domicile s'accroît avec le statut économique des répondants, oscillant entre 20% pour ceux qui vivent dans une grande pauvreté et 68% pour ceux qui ne connaissent pas la pauvreté. Les plus pauvres sont plus de trois fois plus susceptibles que les plus riches de recourir à d'installations situées hors de la concession (20% contre 6%) ou de n'avoir accès à aucune toilette ou latrine (21% contre 6%).

Figure 17 : Emplacement des toilettes | par milieu urbain-rural de résidence et niveau de pauvreté vécue | 34 pays | 2019/2021

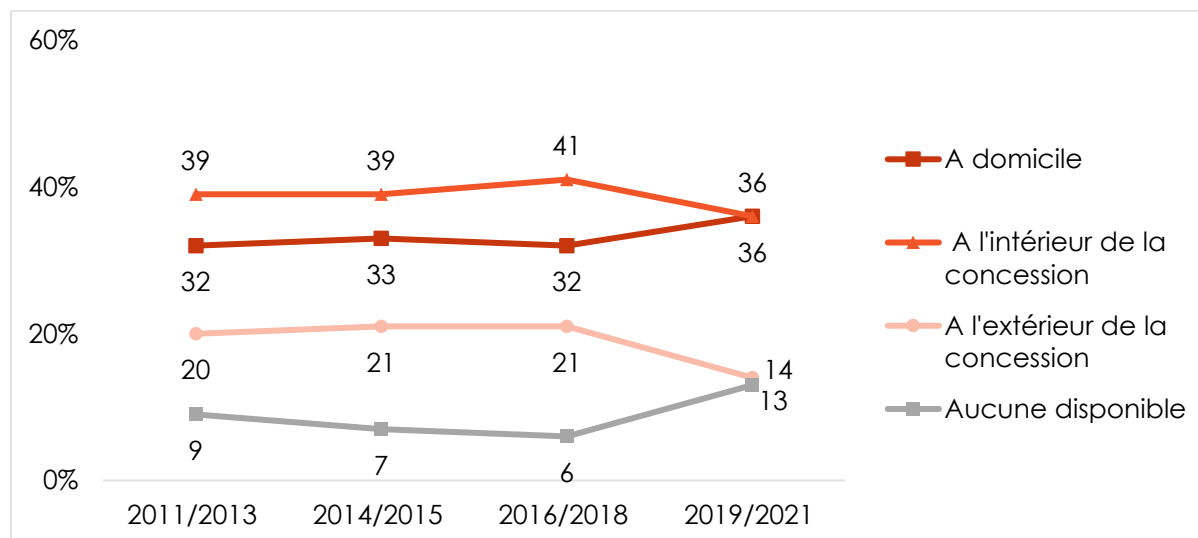


Questions posées aux répondants : Avez-vous à votre disposition une toilette ou une latrine chasse d'eau ou une latrine fonctionnelle que vous utilisez ? [Si oui :] Est-elle à l'intérieur de votre maison, à l'intérieur de votre concession, ou hors de votre concession, ou n'y en a-t-il pas de disponible ?

En moyenne à travers 28 pays, la proportion des citoyens qui ont un accès à des toilettes à domicile s'est légèrement accrue, de 32% à 36%, entre 2011/2013 et 2019/2021 (Figure 18). Mais l'accès à des toilettes ou latrines à l'intérieur ou l'extérieur de la concession a régressé (de 9 points de pourcentage au total), entraînant une hausse de 5 points de la proportion des citoyens qui n'ont pas du tout accès à des toilettes.

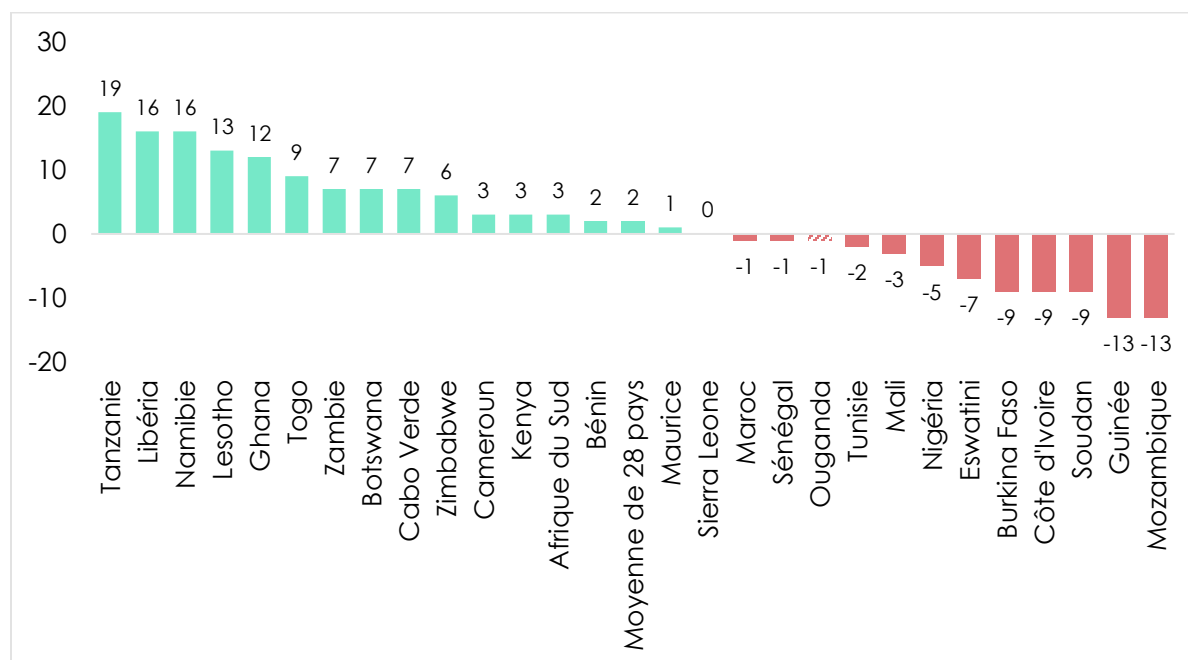
Dix pays affichent d'importantes hausses de la proportion de la population qui a accès à des toilettes à domicile ou à l'intérieur de leur concession, menés par la Tanzanie (+19 points de pourcentage), le Libéria (+16 points), la Namibie (+16 points), le Lesotho (+13 points) et le Ghana (+12 points) (Figure 19). Mais la situation a significativement empiré dans sept des 28 pays, y compris des chutes de 13 points de pourcentage en Mozambique et en Guinée.

Figure 18 : Emplacement des toilettes | 28 pays* | 2011-2021



Questions posées aux répondants : Avez-vous à votre disposition une toilette ou une latrine chasse d'eau ou une latrine fonctionnelle que vous utilisez ? [Si oui :] Est-elle à l'intérieur de votre maison, à l'intérieur de votre concession, ou hors de votre concession, ou n'y en a-t-il pas de disponible ? (* Les données pour le Malawi et le Niger sont exclues en raison de potentiels erreurs de mesure en 2011/2013.)

Figure 19 : Evolution de la présence de toilettes à domicile ou à l'intérieur de la concession (points de pourcentage) | 28 pays | 2011-2021

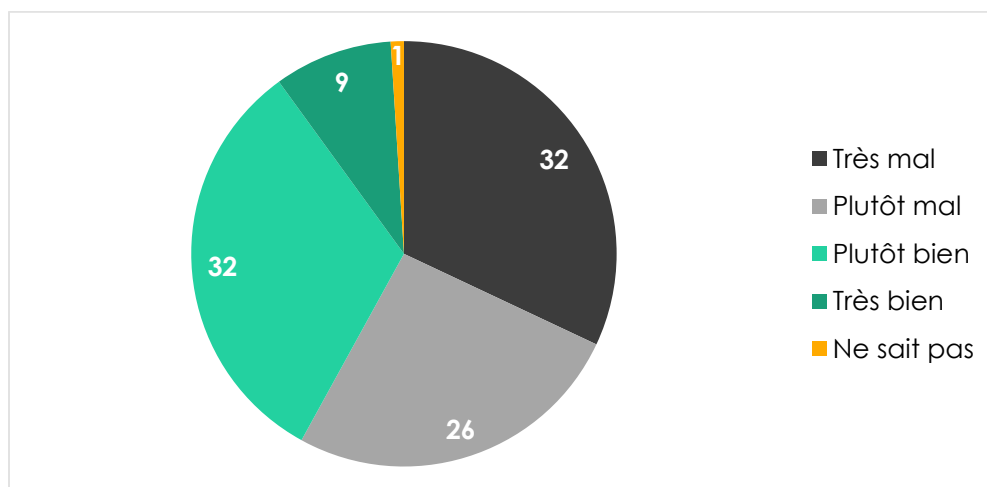


La figure montre l'évolution (en points de pourcentage) entre les rounds d'enquêtes de 2011/2013 et 2019/2021 de la proportion des répondants qui affirment disposer de toilettes à domicile ou à l'intérieur de leur concession. Les chiffres positifs indiquent une amélioration. (* Les données pour le Malawi et le Niger ne sont pas présentées en raison de potentiels erreurs de mesure en 2011/2013.)

Performances gouvernementales en ce qui concerne l'eau et l'assainissement

Eu égard aux difficultés inhérentes à la disponibilité des infrastructures et à leur accès tel que discuté plus haut, il n'est pas surprenant d'observer que la majorité (58%) des Africains utilisent les termes « plutôt mal » ou « très mal » pour noter la performance gouvernementale pour ce qui est de l'offre de services d'eau et d'assainissement (Figure 20).

Figure 20 : Performances gouvernementales : Eau et assainissement | 34 pays
 | 2019/2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Fourniture de services d'eau et d'assainissement ?

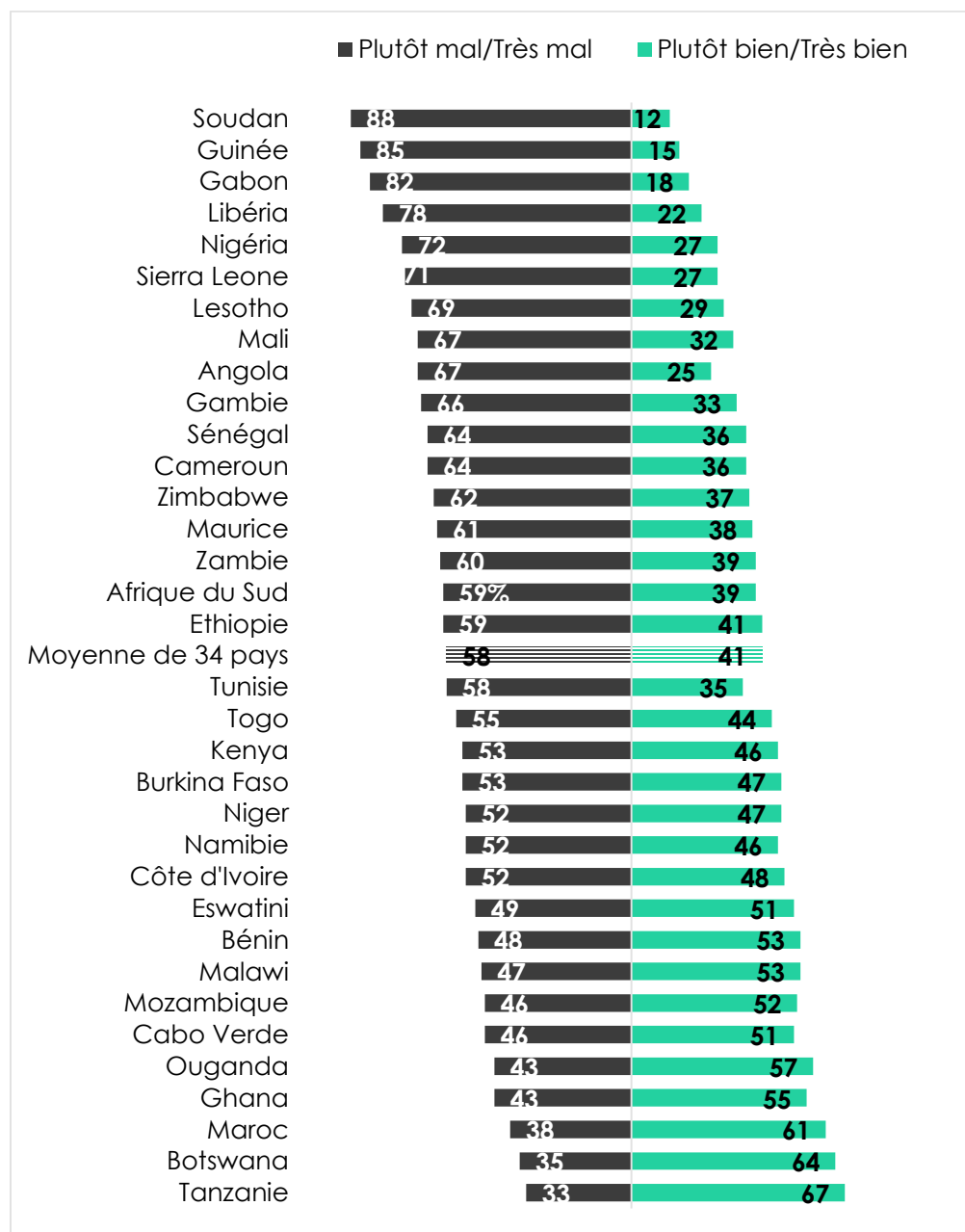
Les Soudanais (88%), les Guinéens (85%) et les Gabonais (82%) sont les plus critiques à l'égard des performances gouvernementales (Figure 21). Dans 10 des 34 pays, des majorités notent positivement les performances gouvernementales pour l'eau et l'assainissement, allant de 51% en Eswatini et au Cabo Verde jusqu'à 67% en Tanzanie.

Les résidents ruraux et les citoyens pauvres – deux groupes désavantagés dans l'offre de services d'eau et d'assainissement, comme le démontrent les analyses ci-dessus – sont plus négatifs dans leurs appréciations des performances gouvernementales pour ce qui est de l'offre de ces services. Presque trois-quarts (73%) de ceux qui affichent une pauvreté vécue élevée affirment que les performances gouvernementales sont mauvaises, contre 42% de ceux qui affichent une pauvreté vécue nulle (Figure 22).

En moyenne à travers 30 pays où la question était posée aussi bien en 2011/2013 qu'en 2019/2021, les évaluations des performances gouvernementales dans l'offre de services d'eau et d'assainissement sont demeurées stables à 40%-42% d'assez bonnes/très bonnes.

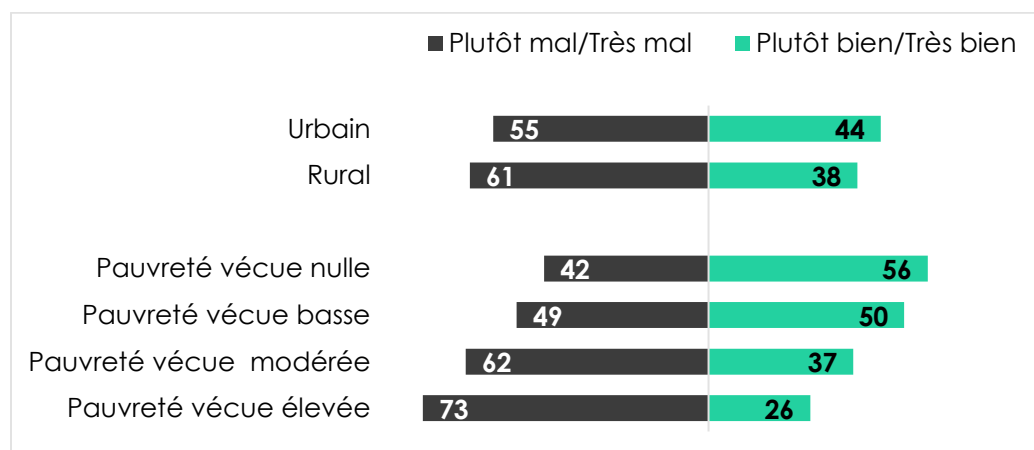
Les appréciations nationales ont cependant considérablement varié (Figure 23). Les déclin les plus remarquables de l'appréciation citoyenne des performances gouvernementales concernant l'eau et l'assainissement s'observent au Soudan (-26 points de pourcentage), à Maurice (-24 points), et en Sierra Leone (-24 points). Mais 15 pays ont enregistré une amélioration importante, menés par la Tanzanie (+33 points de pourcentage) et le Maroc (+21 points).

Figure 21 : Performances gouvernementales : Eau et assainissement | 34 pays
 | 2019/2021



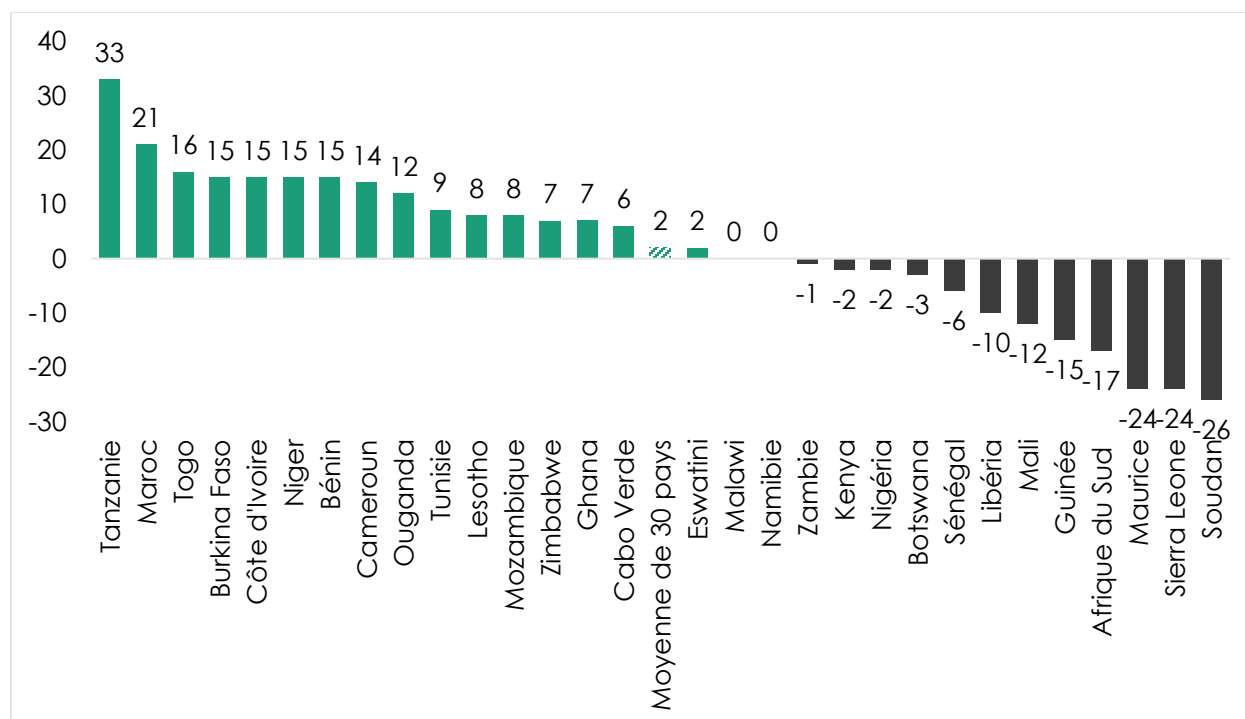
Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Fourniture de services d'eau et d'assainissement ?

Figure 22 : Performances gouvernementales : Eau et assainissement | par milieu de résidence urbain-rural et niveau de pauvreté vécue | 34 pays | 2019/2021



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer : Fourniture de services d'eau et d'assainissement ?

Figure 23 : Evolution des appréciations positives des performances gouvernementales : Eau et assainissement (points de pourcentage) | 30 pays | 2011-2021

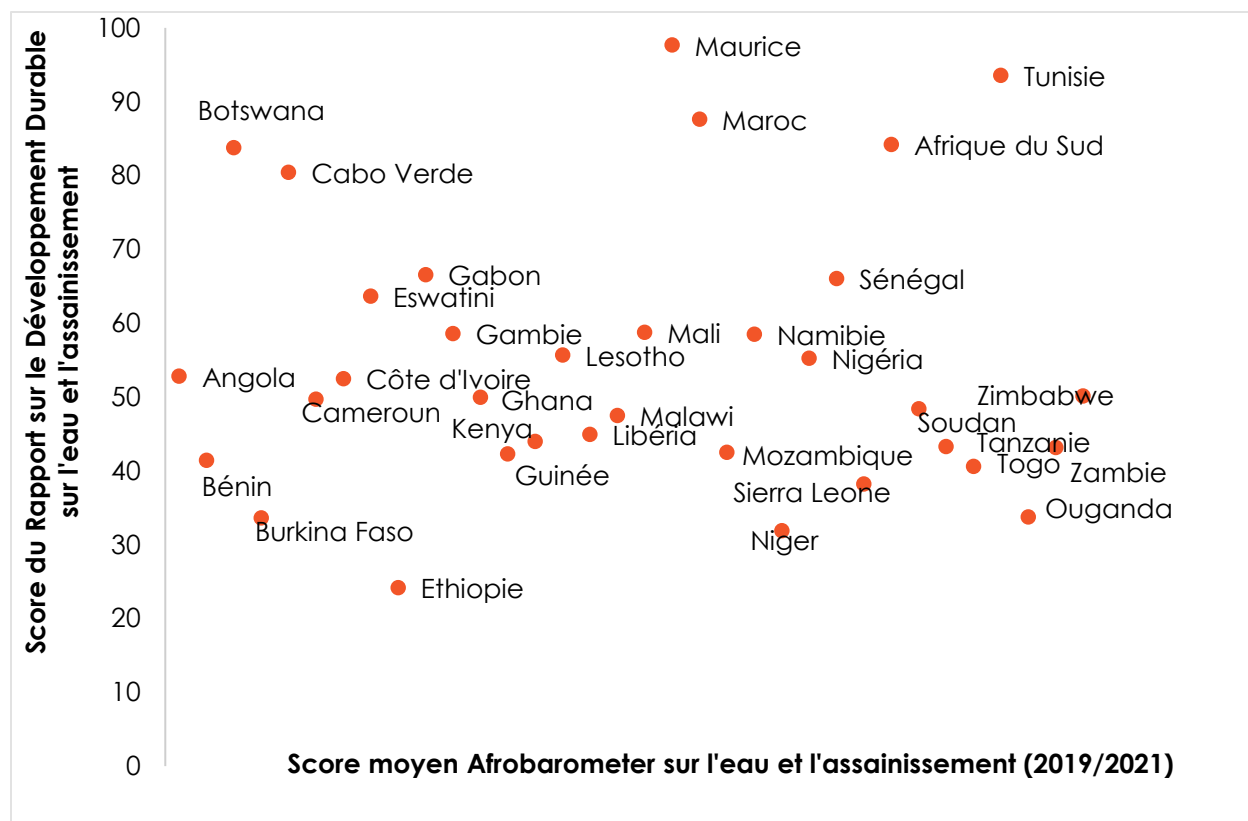


La figure montre l'évolution (en points de pourcentage) entre les rounds d'enquêtes de 2011/2013 et 2019/2021 de la proportion des répondants qui affirment que les performances gouvernementales en ce qui concerne l'offre de services d'eau et d'assainissement sont « plutôt » ou « très » bonnes. Les chiffres positifs indiquent une amélioration.

Opinions citoyennes contre appréciations expertes

Les appréciations citoyennes montrent clairement un défaut de l'offre gouvernementale de services d'eau et d'assainissement. En vue de comparer ces opinions aux appréciations des organismes internationaux basées sur les données gouvernementales et d'autres sources officielles, nous avons élaboré des scores nationaux sur la base de cinq variables d'Afrobarometer : la présence d'un système d'eau courante, la présence d'un système d'égouts, le manque d'eau potable pour l'usage domestique, la source d'eau des ménages, et l'accès à des toilettes pour l'usage domestique.³ Les scores de tout l'échantillon de 34 pays varient d'un minimum de 0 to à un maximum de 2,60 avec un score moyen de 1,4584. Les scores moyens nationaux varient de 0,977 en Guinée à un maximum de 2,342 à Maurice, les scores moyens élevés indiquant des résultats plus positifs.

Figure 24 : Données d'Afrobarometer et du Rapport sur le Développement Durable en ce qui concerne l'eau et l'assainissement | 34 pays



³ Pour les scores, nous avons enregistré ces variables comme suit : Présence de systèmes d'eau courante et d'égouts : 0=Non et 1=Oui. Manque d'eau potable pour l'usage domestique : 0=Toujours, 1=Plusieurs fois, 2=Quelques fois, 3=Une ou deux fois seulement, et 4=Jamais. Source d'eau des ménages : 0=Autres sources, 1=Forage ou puits tubé, 2=Eau courante en dehors de la concession, 3= Eau courante à l'intérieur de la concession, et 4= Eau courante à domicile. Accès à des toilettes pour l'usage domestique : 0=Pas de toilettes, 1=Hors de la concession, 2=A l'intérieur de la concession, et 3=A domicile.

De même, nous avons dérivé des scores moyens nationaux sur la base des données de l'année 2017 du programme conjoint de suivi OMS/UNICEF relatives à l'eau (pourcentage de la population utilisant au moins des services basiques d'eau potable) et à l'assainissement (pourcentage de la population utilisant au moins des services basiques d'assainissement) de la base de données qui a servi à élaborer le Rapport sur le Développement Durable, édition 2021 (Sachs et al., 2021).

À travers les 34 pays, les scores calculés varient de 24,19 pour l'Éthiopie à 97,69 pour Maurice avec une moyenne de 53,58. Les scores moyens élevés indiquent des performances meilleures par rapport à l'eau et l'assainissement.

L'analyse de corrélation sur la base des deux scores montre un coefficient de corrélation assez fort et significatif ($r=0,460$; valeur $p = 0,000$), indiquant que les résultats d'Afrobarometer expliquent amplement ce qui a servi de base aux données de 2017 pour l'élaboration du Rapport sur le Développement Durable édition 2021 (Figure 24).

Conclusion

Un très grand nombre d'Africains vivent dans des zones dépourvues de systèmes d'eau courante et d'égouts – des infrastructures essentielles à la protection de la santé publique et du bien-être par la fourniture d'une eau potable et de bons services d'assainissement/hygiène.

Les pénuries d'eau potable sont un problème persistant et, dans certains pays, la proportion des citoyens ne disposant pas de toilettes à domicile ou dans leur concession est à la hausse.

Ces réalités sur le terrain, qui se reflètent dans les évaluations négatives des citoyens sur les performances de leurs gouvernements en termes de fourniture de services d'eau et d'assainissement, suggèrent que les gouvernements africains ont du pain sur la planche s'ils ne veulent pas faillir à la réalisation des indicateurs de l'ODD6.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Holtz, L., & Golubsk, C. (2021). Addressing Africa's extreme water insecurity. Brookings. 23 juillet.
- Mason, N., Nalamalapu, D., & Corfee-Morlot, J. (2019). Climate change is hurting Africa's water sector, but investing in water can pay off. World Resources Institute.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Nations Unies. (2021). Objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement. Objectifs de Développement Durable.
- OMS (Organisation Mondiale de la Santé). (2019). 1 in 3 people globally do not have access to safe drinking water – UNICEF, WHO.
- Sachs, J., Kroll, C., Lafortune, G., Fuller, G., & Woelm, F. (2021). Sustainable Development Report 2021 : The decade of action for the sustainable development goals.
- UN Water. (2021). Droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement

Appendix

Tableau A.1 : Dates des travaux de terrain du Round 8 d'Afrobarometer et des rounds précédents | 34 pays | 2019/2021

Pays	Travaux de terrain du Round 8	Rounds d'enquêtes précédents
Afrique du Sud	Mai-juin 2021	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015, 2018
Angola	Nov.-déc. 2019	N/A
Bénin	Nov.-déc. 2020	2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Botswana	Juillet-août 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Burkina Faso	Déc. 2019	2008, 2012, 2015, 2017
Cabo Verde	Déc. 2019	2002, 2005, 2008, 2011, 2014, 2017
Cameroun	Fév.-mars 2021	2013, 2015, 2018
Côte d'Ivoire	Nov. 2019	2013, 2014, 2017
Eswatini	Mars-avril 2021	2013, 2015, 2018
Ethiopie	Déc. 2019-jan. 2020	2013
Gabon	Fév. 2020	2015, 2017
Gambie	Fév. 2021	2018
Ghana	Sept.-oct. 2019	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Guinée	Nov.-déc. 2019	2013, 2015, 2017
Kenya	Août-sept. 2019	2003, 2005, 2008, 2011, 2014, 2016
Lesotho	Fév.-mars 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Libéria	Oct.-déc. 2020	2008, 2012, 2015, 2018
Malawi	Nov.-déc. 2019	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Mali	Mars-avril 2020	2001, 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Maroc	Fév. 2021	2013, 2015, 2018
Maurice	Nov. 2020	2012, 2014, 2017
Mozambique	Mai-juillet 2021	2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2018
Namibie	Août 2019	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014, 2017
Niger	Oct.-nov. 2020	2013, 2015, 2018
Nigéria	Jan.-fév. 2020	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015, 2017
Ouganda	Sept.-oct. 2019	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015, 2017
Sénégal	Déc. 2020-janvier 2021	2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017
Sierra Leone	Mars 2020	2012, 2015, 2018
Soudan	Fév.-avril 2021	2013, 2015, 2018
Tanzanie	Fév.-mars 2021	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014, 2017
Togo	Déc. 2020-janvier 2021	2012, 2014, 2017
Tunisie	Fév.-mars 2020	2013, 2015, 2018
Zambie	Nov.-déc. 2020	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014, 2017
Zimbabwe	Avril-mai 2021	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014, 2017

Daniel Armah-Attoh est le chef de projet d'Afrobarometer pour l'Afrique de l'Ouest anglophone et du Nord. Email : daniel@afrobarometer.org.

Afrobarometer, organisme à but non lucratif dont le siège est au Ghana, est un réseau panafricain et non partisan de recherche par sondage. La coordination régionale des partenaires nationaux dans quelque 35 pays est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. La Michigan State University (MSU) et l'Université du Cap (UCT) apportent un soutien technique au réseau.

Le soutien financier pour le Round 8 d'Afrobarometer a été octroyé par la Suède via l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, la Fondation Mo Ibrahim, les Fondations Open Society, la Fondation William et Flora Hewlett, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) via l'Institut américain pour la paix, la National Endowment for Democracy, Freedom House, l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, la GIZ, et Humanity United.

Vos dons permettent à Afrobarometer de faire entendre la voix des citoyens africains. Veuillez envisager de faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contactez Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un financement institutionnel.

Veuillez visiter www.afrobarometer.org pour de plus amples détails.

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche No. 503 d'Afrobarometer | 21 janvier 2022